

Guerre d'Ukraine - Une gauche enrôlée dans une croisade antirusse sous la bannière étoilée ?

mercredi 27 juillet 2022, par [ABBET Sébastien](#), [BONNARD Daniel](#), [GONTHIER Alain](#), [GORBACH Denys](#), [LOCHHEAD Robert](#), [MOROS Elisa](#), [PEREKHODA Hanna](#), [RAHM Geneviève de](#), [SCHMID Philipp](#), [SERGI Giuseppe](#), [TANURO Daniel](#), [VOGEL Jean](#), [ZELLER Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juillet 2022).

Alors que les effets du désastre climatique deviennent chaque jour plus évidents, qu'une gigantesque crise multiforme se précise, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine trouve les gauches européennes divisées, souvent paralysées, presque toujours désorientées. Alain Bihr et Yannis Thanassekos ont publié un texte sur notre site, sous le titre « [La guerre en Ukraine, le récit dominant et la gauche anti-impérialiste](#) ». Des camarades ont souhaité y répondre pour exprimer d'importants désaccords.

Ce texte est signé par Sébastien Abbet, Daniel Bonnard, Geneviève de Rham, Alain Gonthier, Denys Gorbach, Robert Lochhead, Elisa Moros, Hanna Perekhoda, Philipp Schmid, Giuseppe Sergi, Daniel Tanuro, Jean Vogel et Christian Zeller.

Sommaire

- [Une gauche radicale saisie par](#)
- [Une gauche enrégimentée \(...\)](#)
- [Des silences gênants](#)
- [D'une vision biaisée du \(...\)](#)
- [Une indigne invisibilisation](#)
- [Plutôt qu'un pessimisme \(...\)](#)
- [À propos des six revendications](#)

Une gauche radicale saisie par le récit dominant ?

Depuis fin février, nous nous engageons dans la solidarité avec le peuple ukrainien et avec les opposant·e·s russes à la guerre ; nous avons pris position en faveur de la résistance armée et non armée des premiers contre l'invasion russe. Le texte de Bihr et Thanassekos nous vise à double titre. D'abord parce qu'il formule des propositions soumises à la discussion (voir la fin de ce texte), mais aussi parce qu'il nous enferme dans une orientation qui nous est étrangère. Cela exige une réponse. En ciblant une « *partie de la gauche qui se veut radicale* », les deux auteurs nous accusent de participer « à [notre] façon à [...]' "état de guerre" qui s'empare des esprits » et, pire encore, nous emboucherions la trompette de la « *croisade antirusse sous la bannière étoilée* » (qu'elle soit des États-Unis et de l'Union européenne) du « *parti occidentaliste* ». Les auteurs se gardent cependant de nommer quiconque ou de citer un élément à l'appui de leurs graves accusations. Ils façonnent

ainsi une sorte d'épouvantail contre lequel ils dirigent leurs traits. Cette ficelle rhétorique leur permet d'éviter un débat sur des bases concrètes.



Les auteurs ouvrent ainsi leur texte : « *Sous la pression de ses contradictions internes, la mondialisation du capital implose accumulant les crises [...] L'invasion de l'Ukraine par l'impérialisme russe est le dernier symptôme en date de cette réorganisation des rapports de forces entre les multiples pôles impérialistes.* » Une telle causalité n'est pas sérieuse. Les auteurs attribuent à la « *mondialisation du capital* » une espèce de totalité molle dont les contradictions expliquent tout, même le réchauffement climatique et la pandémie de la Covid19. C'est-à-dire n'explique rien. Pourquoi ne pas remplacer *mondialisation* par les contradictions de la *Providence divine* ou du *Cosmos* ? L'invasion de l'Ukraine ne serait-elle donc qu'un *symptôme* ?

Par ses généralisations, le texte entretient une confusion telle qu'il devient difficile de comprendre s'ils distinguent la « *gauche qui se veut radicale* » d'avec les producteurs et diffuseurs de ce qu'ils qualifient de récit unilatéral dominant occidental ou s'ils fondent les deux en un tout. Laissons ici de côté la question de savoir si un tel récit dominant unilatéral a jamais existé. Au regard des débats et désaccords qui agitent médias et chancelleries, cela est douteux. L'entrée en matière des deux auteurs est pour le moins curieuse. Citons-les :

« *Il ne suffit plus de reconnaître la responsabilité première de Poutine dans le déclenchement de la guerre et de condamner avec fermeté son agression impérialiste. Il ne suffit pas de reconnaître le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination et de proclamer haut et fort notre solidarité avec lui. Il ne suffit pas de dénoncer le régime absolutiste du capitalisme russe. Il ne suffit pas de soutenir tous ceux et celles qui, en Russie même, s'opposent à la guerre au risque de leur liberté et de leur vie. Non, tout cela ne suffit pas.* »

Une telle construction empêche de savoir dans quelle mesure les deux auteurs partagent les points énoncés. Il est tout autant impossible d'identifier qui est à l'origine de ces « injonctions » que de connaître les conclusions politiques qu'ils en tirent dans le cas où elles seraient correctes. Ce flou devient ensuite problématique puisque, selon les deux auteurs, cette première partie du « récit dominant unilatéral » n'existe que s'il est complété par une diabolisation de Poutine et par la dissimulation des « *stratégies et manœuvres de l'impérialisme des États-Unis, [à l'œuvre] en Europe tout comme dans l'Indopacifique* ». Ce récit est à prendre ou à laisser, avec ses trois pièces.

Cette caricature ne permet pas de savoir quelle est leur cible une fois que l'on s'éloigne des généralités. En ajoutant que « *les agressions brutales en Tchétchénie, en Géorgie et en Syrie [...] n'avaient pas alors suscité un tel branle-bas de combat* », ce qui était déjà inacceptable devient une offense. Nous pensons, au contraire, que c'est justement parce qu'au sein des gauches, bien que peu nombreux, nous avons été solidaires du soulèvement du peuple syrien contre la dictature al-Assad, dès 2011, que nous avons pu nous doter d'une boussole internationaliste adaptée à un nouveau contexte, sans jamais faire de concessions à l'impérialisme américain.

En somme, les deux auteurs tentent vainement de *ramener l'inconnu vers le connu* – soit de répéter

de vieilles formules plutôt que de tenter d'analyser concrètement une situation concrète. Un tel constat est confirmé par le fait qu'ils procèdent à un vaste amalgame, enfermant la « *partie de la gauche qui se veut radicale* » dans un prétendu « récit unilatéral dominant ». Ce faisant, ils se dispensent de prendre en compte les arguments qui ne sont pas les leurs, comme d'examiner les orientations, loin de toujours coïncider, des chancelleries européennes et américaine [1].

Une gauche enrégimentée dans la croisade occidentaliste ?

Bihl et Thanassekos entendent mettre en garde une gauche qui se serait fourvoyée. En passant sous silence la responsabilité des impérialismes occidentaux, en particulier américain, et en soutenant la livraison d'armes à l'Ukraine, la « *partie de la gauche qui se veut radicale* » serait ainsi dans l'erreur et jouerait dans les mains du « *parti occidentaliste* ». La générique « mondialisation du capital » se confond désormais avec l'impérialisme américain auquel les auteurs consacrent une page entière. Ils rappellent plusieurs épisodes récents des « *stratégies et des manœuvres de l'impérialisme des États-Unis* », de l'Irak à l'Afghanistan en passant par le retrait du traité ABM en 2002 ou le déploiement d'un bouclier antimissiles en Europe de l'Est. Enfin, un poids particulier est accordé à l'extension de l'OTAN à l'appui de la conclusion suivante : il faut se demander si « *les autorités russes n'avaient pas quelques raisons de s'inquiéter des intentions états-uniennes, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer leur légendaire paranoïa obsidionale* ».

La lecture d'un tel passage est stupéfiante. Tout d'abord, cela reviendrait à considérer soit que ladite « *partie de la gauche qui se veut radicale* » souffre d'amnésie par rapport à ses positions et actions passées, soit qu'elle les évacue sciemment. Rien, une fois encore, ne vient appuyer une telle accusation. Elle est, de surcroît, démentie par des analyses, des orientations et des prises de position récentes (lesquelles laissent, comme il se doit, place à des débats). Il suffit de mentionner le texte de Gilbert Achcar, en amont du sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Madrid, intitulé « OTAN, de mal en pis » [2]. Elle est, surtout, irrecevable et odieuse parce qu'elle met la réalité cul par-dessus tête. Une guerre d'agression avec ses dimensions d'accaparement des ressources (il n'est que de songer aux céréales) et de terreur de masse (y compris des attaques délibérées contre les infrastructures civiles, des viols et des meurtres arbitraires) est reléguée au second plan. Cela n'est possible que parce que le texte des deux auteurs est hanté par de nombreux silences ainsi que par une injustifiable invisibilisation.

Des silences gênants

Alors qu'il s'agit d'un texte qui porte sur une guerre contre l'Ukraine, rien n'est dit sur ce qui motive cette invasion. L'idée, exprimée quasi explicitement, qui domine est la suivante : la Russie aurait été provoquée par l'impérialisme américain.

D'après les deux auteurs, le régime de Poutine, s'il est condamnable, ne ferait que réagir de manière prévisible à des pressions extérieures. Cette lecture fait l'impasse sur les hauts et les bas des relations russo-américaines de l'implosion de l'URSS à 2014, qui sont difficilement réductibles à une volonté univoque de la part de l'impérialisme américain visant à prendre « *en étau* » la Russie. Elle s'inscrit dans une approche « géopolitique » étrangère à la gauche en ce qu'implicitement elle estime légitimes les « préoccupations » de la Fédération russe sur son « étranger proche » ou sur ledit « monde russe ». Elle écarte l'histoire récente des collaborations avec le régime Poutine tout comme les relations étroites entre le régime russe et certaines fractions du capitalisme allemand ou encore les ventes d'armes de pays occidentaux à la Russie après 2014. De même, les tensions et débats sur la ligne à adopter dans ce contexte sont tus. Les évoquer obligerait à prendre en compte

non seulement les limites imposées à l'Ukraine, mais aussi la possibilité que les pays de l'OTAN « lâchent » le pays. Autant de dimensions qui viendraient, pour le moins, nuancer leur analyse. La grille de lecture adoptée par les deux auteurs réduit également le régime russe à un rôle passif, incapable d'agir en suivant un agenda impérialiste qui lui est propre en lui déniait toute capacité déstabilisatrice sur la scène internationale. Non seulement les auteurs *réifient* ainsi la Russie – un autre régime que celui de Poutine aurait agi différemment –, mais ils évacuent des dimensions importantes : qu'il s'agisse du soutien aux extrêmes-droites en Europe et aux États-Unis, au recours à l'arme énergétique en passant par les interventions militaires directes. Certes, si les auteurs mentionnent, de la manière citée plus haut, la Tchétchénie, la Géorgie et la Syrie, ils font silence sur l'action des groupes Wagner dans plusieurs pays africains (en particulier au Mali et en Centrafrique), dont les exactions sont du même type que celles des impérialistes occidentaux. Ils taisent aussi la participation russe à la répression brutale des manifestations et du mouvement démocratique au Bélarus en 2020 et au Kazakhstan en 2022. Que la Fédération de Russie soit, en termes absolus, bien plus faible que les États-Unis (ou que la Chine) est incontestable. La mise en regard des seules inégalités des principales puissances mondiales en termes de facteurs humains, militaires et financiers est, toutefois, largement insuffisante pour rendre compte des dynamiques à l'œuvre, dans le passé comme aujourd'hui [3].

Quant à la question de l'extension de l'OTAN, personne ne prétend qu'elle ne joue aucun rôle, mais les « rappels » des deux auteurs sont loin d'éclairer la situation présente. Pire, dans le contexte présent et sans mention des éléments avancés ici, ils minorent la responsabilité du régime de Poutine. Le processus qui a conduit, en 1999, en 2004 puis en 2009, à l'adhésion de nouveaux États, certains d'entre eux anciennement membres du Pacte de Varsovie ou de l'URSS, ne se réduit pas à une interprétation qui y verrait seulement la main maléfique univoque de l'impérialisme américain. C'est toute l'histoire de l'implosion de l'URSS et du bloc de l'Est en 1989-1991, de l'unification allemande, de l'évacuation des troupes soviétiques des pays du Pacte de Varsovie en même temps que d'une URSS financièrement aux abois ou encore la question du contrôle des armes nucléaires (les deux auteurs connaissent-ils seulement le Mémoire de Budapest de 1994 ?) qui doit, parmi d'autres facteurs, être prise en compte aux côtés de l'action de différentes administrations américaines, des intérêts divergents de plusieurs États pour saisir ce qui se déroule aujourd'hui. L'ordre européen dessiné à Yalta en 1945 n'a que partiellement été démantelé, on ne compte pas les occasions manquées, les chemins différents qui auraient pu être empruntés pour le remplacer par des rapports internationaux plus démocratiques. C'est aussi l'histoire de défaites, celles de soulèvements en Europe de l'Est (de Budapest à *Solidarnosc* en passant par Prague), tout comme de l'incapacité des mouvements de gauche à proposer et à imposer un autre cours, en particulier dans le sillage des mouvements antinucléaires, ou même des projets d'une partie des élites européennes à faire prévaloir différentes formules européennes sur l'OTAN. Enfin, il ne vient pas à l'idée des deux auteurs que, pour regrettable que cela soit, l'adhésion à l'OTAN dans plusieurs pays d'Europe de l'Est était souhaitée avec force, non seulement par une large partie des élites politiques issues de l'ère « soviétique », mais aussi par d'amples courants d'opinion. Tout cela appartient désormais à l'histoire, les recherches sérieuses sur la base d'archives commencent seulement à paraître [4].

D'une vision biaisée du passé à une analyse erronée du présent

Les deux auteurs arrêtent leurs « rappels » à 2014. Ils déplorent qu'à cette date l'OTAN et les États-Unis aient envoyé en Ukraine « *du matériel militaire ultramoderne* » et qu'ils « *entraînent les troupes et y stationnent des conseillers et formateurs militaires* ». Laissons de côté la suggestion intenable selon laquelle une adhésion prochaine de l'Ukraine à l'OTAN était en vue pour nous arrêter sur un point stupéfiant : pas un mot n'est soufflé sur l'Euromaïdan, l'annexion de la Crimée

ou la tentative des « petits hommes verts » de former des « républiques populaires » dans les régions mêmes qui sont aujourd'hui occupées ou ciblées par les armées russes depuis l'échec de l'invasion entière du pays. Cette tentative n'a réussi « que » dans une partie du Donbass. Ce silence permet aux deux auteurs d'éviter de se déterminer sur ce qui s'est passé en Ukraine en 2013-2014. Le recours à un soutien militaire occidental dans un contexte d'annexions et de violence dans lequel la Fédération de Russie est un acteur de premier plan prend une autre signification que celle qui est suggérée par le texte. Ils dénie aux peuples de l'Ukraine toute autonomie et toute aspiration.

Les « rappels » des deux auteurs sur le passé récent de l'impérialisme américain soulignent, en définitive, leur vision déformée et partielle de la réalité. Ils ne commentent pas les déclarations publiques ou les textes « historiques » de Vladimir Poutine, d'intellectuels ou de personnalités du régime avant et pendant la guerre présente. Les déclarations niant l'existence de l'Ukraine et refusant l'autodétermination des peuples de l'Ukraine sont pourtant légion. Les mesures prises dans les zones occupées par l'armée russe en Ukraine sont explicites quant à l'intention annexionniste du régime russe, les déclarations récentes (20 juillet 2022) de Sergeï Lavrov ne faisant que la confirmer.

À la lecture du texte de Bihir et Thannasekos, il n'y a guère de doute : la situation présente trouve son explication dans une réaction certes condamnable, mais attendue, de la Fédération de Russie face à des pressions extérieures. Le nationalisme grand-russe, l'impérialisme, les déclarations explicites sur les objectifs russes de la prétendue « opération militaire spéciale » ne font pas le poids face à une vérité plus profonde, évacuée par le récit dominant unilatéral, mais mise au jour par les deux auteurs. Ils se gardent aussi d'envisager que cette guerre obéit sinon plus à des motifs intérieurs de survie du régime qu'à l'extension de l'OTAN (entre l'extension de 2009 et 2014, cinq années se sont d'ailleurs écoulées !). En produisant l'image d'un OTAN monolithique soumis aux seuls impératifs d'un impérialisme américain univoque et monolithique, les auteurs oublient la crise que traversait l'alliance (alors « *en mort cérébrale* » selon la formule du président Macron) au cours des mois antérieurs à l'invasion russe tout comme le fait que ses États membres sont loin de tirer tous dans la même direction (il suffit de citer la Turquie ou la Hongrie). En 2014 comme, plus encore, en 2022, ce sont bien les interventions du régime russe qui remettent un OTAN claudiquant à l'étrier ! Pour les deux auteurs, en définitive, le sujet de l'histoire est l'impérialisme américain, son objet le régime russe tandis que les Ukrainien·nes sont invisibilisé·e·s.

Une indigne invisibilisation de la société ukrainienne

Pour les deux auteurs, le seul acteur, doté d'une capacité d'action est l'impérialisme américain et l'OTAN. Le régime de Poutine réagit, tandis que les Ukrainien·nes existent à peine. Aucune place ne leur est réservée dans les revendications. Lorsqu'une seule est évoquée dans le texte, celle de l'annulation de la dette extérieure ukrainienne [5], les deux auteurs l'associent à un sous-groupe de la « *partie de la gauche qui se veut radicale* », celui des optimistes. Ceux-ci tableraient vainement sur une « *radicalisation émancipatrice* » et perdraient donc leur temps avec une telle revendication. Sans que l'on sache qui défend une telle version optimiste, les deux auteurs se contentent de la balayer d'un méprisant « *ils rêvent !* » Ce qui est troublant ce n'est pas tant qu'ils déprécient ainsi des militant·e·s « occidentaux », mais qu'ils n'accordent pas une ligne à des milliers de personnes qui résistent en Ukraine. Les armes à la main, en mettant en échec la tentative d'annexion complète du pays en février-mars (obligeant ainsi, contre tous les calculs, au soutien occidental), en manifestant dans les zones occupées ou en mettant sur pied de multiples initiatives de solidarité de tout type, cette résistance a des formes multiples. De même, s'ils sont hors du radar de nos deux auteurs, les syndicats, les groupes féministes, lgbtiq+ et de gauche agissent et méritent notre solidarité. Partie prenante de la résistance ukrainienne, nos camarades continuent de se battre

contre les attaques néolibérales du gouvernement aux droits des travailleuses et travailleurs [6]. Les luttes féministes et lgbtqi+ ne s'arrêtent pas en temps de guerre [7]. Il faut aussi signaler l'action et le courage des cheminots bélarusses, risquant aujourd'hui la peine de mort, sabotant ce printemps l'acheminement de renforts russes par voie ferroviaire.

Seule cette invisibilisation permet aux deux auteurs d'écrire sans sourciller que « *l'empathie envers les souffrances du peuple ukrainien qui lutte, qui s'auto-organise et qui résiste à la brutale agression russe, est absolument justifiée et légitime, mais il ne faut pas que la subjectivité fasse obstacle à la distance et au sang-froid qu'exige toute analyse même à chaud.* » Détenteurs de la froide raison contre les émotions irraisonnables qui seraient les nôtres - une conception des choses qui en dit long - les deux auteurs doivent avoir du sang froid à revendre pour refuser de prendre en compte ce que disent celles et ceux qui sont nos semblables et nos camarades en Ukraine, mais aussi la population dans son ensemble. Ces derniers et ces dernières affirment que, resté·e·s dans une Ukraine entièrement annexée par la Russie, leurs libertés seraient supprimées, leurs vies en danger. Ainsi que l'écrivent des féministes ukrainiennes dans un [manifeste récemment publié](#), il y va du « *droit à la résistance [en tant qu'il constitue un] acte fondamental de l'autodéfense des opprimé·e·s* » [8]. C'est en ces termes que la livraison des armes - plus limitée que ne le laisse entendre les deux auteurs - se pose. En dénonçant « *l'envoi des armes en Ukraine comme une menace grave pour le maintien de la paix mondiale* », en appelant à une campagne contre celle-ci, Bihir et Thanassekos doivent assumer le fait que non seulement ils acceptent d'empêcher l'armée ukrainienne de cibler et détruire, comme elle le fait aujourd'hui, des dépôts d'obus d'artillerie tout comme de priver sa population de la capacité de résister à un envahisseur. En d'autres termes, leur revendication équivaut à réclamer une capitulation de l'Ukraine.

Resterait encore à savoir quelle est, aujourd'hui, cette « *paix mondiale* » dont parlent les deux auteurs ainsi que ce qu'elle serait dans une Europe où l'Ukraine serait occupée et démantelée. Nous reconnaissons le droit à la résistance armée et non-armée de la population ukrainienne et considérons que, pour ne pas être abstrait, un tel droit suppose celui de recevoir des armes, d'où qu'elles viennent.

L'invisibilisation des militant·e·s et de la population ukrainienne est d'autant plus frappante lorsque les auteurs poursuivent ainsi : « *dans les conditions actuelles et même dans celles qui verront le jour en cas de prolongation de la guerre, il y a plus de chances de voir s'imposer la logique des forces ultranationalistes ukrainiennes (souvent sous-estimées), que la logique des forces émancipatrices qu'escompte une certaine gauche radicale européenne.* » Nous ne savons pas quelle gauche table sur la logique dont il est fait ici allusion. Outre une formulation qui est victime, en raison de l'absence de tout commentaire, de la propagande russe, personne n'entend « miser » à ce sujet. Il est bien plutôt question des dynamiques, des batailles sociales et politiques présentes et à venir. Le fait que la population ukrainienne puisse écarter la possibilité d'une occupation et d'un démantèlement du pays, en résistant par les armes et sous une multiplicité d'autres formes, est une condition indispensable aux luttes présentes et à venir. Que peuvent être ces luttes dans les cimetières comme dans les prisons, dans la clandestinité, sous l'occupation ? Notre solidarité active est une contribution, aussi minime soit-elle, à ce que l'issue soit plus favorable aux forces d'émancipation. Une telle option, du côté des opprimé·e·s et des exploité·e·s, ne dépend pas de leur nombre en chiffres absolus ni de calculs de *realpolitik*.

Plutôt qu'un pessimisme tendant à la passivité, une solidarité internationaliste

La réalité de l'État, de la société ukrainienne ou la menace brandie des forces ultranationalistes

entrave-t-elle une solidarité active ? Cette menace est-elle d'ailleurs sous-estimée ou constitue-t-elle un paravent justifiant la passivité ? Si tel est le cas, nous laissons les auteurs réfléchir aux conséquences pratiques d'une telle conclusion dans d'autres contextes, passés et présents. De la Syrie, à la Tunisie, au Yémen en passant par le Soudan, la Palestine et d'autres pays ou contextes, ce qui dicte une action internationaliste de solidarité n'est pas la proportion majoritaire ou suffisante de forces émancipatrices ou une évaluation désincarnée des sociétés concernées. Il faut aussi, à chaque fois, prendre en compte l'histoire concrète : quelles sont les conditions d'émergence de forces de gauche dans un pays tel que l'Ukraine, en particulier après des décennies sous le régime « soviétique » ? Nos solidarités s'adressent aux peuples, non aux États.

Nous nous interrogeons aussi sur la signification concrète de jugements tels que ceux des deux auteurs s'ils étaient transposés dans le pays d'où ils écrivent, une France où la candidate d'extrême droite vient de recevoir 13,3 millions de voix ou tout autre pays où les rapports de force sont immensément défavorables. Ne seraient-ils pas perçus comme des appels à jeter l'éponge ?

Ce qui importe, ce sont les dynamiques possibles sur lesquelles des batailles sociales et politiques peuvent déboucher ainsi que de considérer que l'avenir est un horizon ouvert et non clos sur des calculs de probabilité discutables. Loin d'être une certitude, c'est un pari.

À propos des six revendications proposées par Bihr et Thanassekos

Il serait nécessaire de débattre d'autres points du texte, cela dépasserait toutefois les bornes d'une réplique déjà longue. En conclusion, quelques commentaires sur les six points sur lesquels les deux auteurs proposent de mener une campagne :

« Exiger le retrait de toutes les forces russes de l'ensemble du territoire ukrainien tel que défini par ses frontières internationalement reconnues. »

Les deux auteurs ont-ils conscience de la portée de cette revendication, en ce qu'elle suppose le retrait des forces russes non seulement des parties occupées depuis février 2022, mais aussi depuis 2014 ? On peut en douter au regard de la logique d'ensemble du texte.

« Réaffirmer le droit de tous les peuples (nations, nationalités, minorités nationales, etc.) de la région à disposer d'eux-mêmes (à se donner la forme politique qu'ils choisiront) au terme d'un processus démocratiquement organisé et internationalement contrôlé, dans un cadre qui ne menace aucun d'entre eux. »

Dans un texte où la « question nationale » a été présentée comme une revendication le plus souvent manipulée par les puissances dominantes (privant une fois de plus de toute autonomie, même relative, les porteurs de cette revendication) ou comme relevant d'un principe ahistorique cette revendication est trouble. Elle entretient notamment le flou sur ce qui s'est passé au Donbass et en Crimée en 2014, tout comme elle marque une défiance *a priori* sur les capacités démocratiques de la société ukrainienne.

Il faut aussi se demander : que signifie la réaffirmation du droit à la libre-disposition pour les peuples *de la région* ? Enfin, pour le régime de Poutine, l'existence même de l'Ukraine est une menace. La guerre actuelle montre concrètement que la Fédération voisine est une menace quant à l'existence même d'une Ukraine indépendante. Loin de clarifier quoi que ce soit, en fondant en une

phrase unique des principes qui, séparément, ont une signification, les deux auteurs ne disent rien de concret.

« Exiger le retrait de nos États respectifs de l'Otan (cela vaut notamment pour les États européens) et la dissolution de cette dernière qui n'est plus qu'une machine à fomenter des guerres au profit de l'impérialisme états-unien en y enrôlant leurs alliés européens. »

Il est logique que dans un texte comme celui des deux auteurs, une telle revendication soit présente : si le principe actif et dominant est celui de l'impérialisme américain et de l'OTAN, le poids principal d'une campagne échoit à la revendication du démantèlement de l'alliance atlantique. Nous avons argumenté dans ce texte contre cette lecture.

Dans le contexte actuel, non seulement la description sommaire qui est faite de l'OTAN est discutable au regard de la réalité de la guerre d'invasion de l'Ukraine, mais elle est politiquement problématique. Alors qu'une guerre d'invasion est en cours, que plusieurs pays appartenant à l'ancien bloc de l'Est subissent des menaces ou ont été la cible d'attaques non militaires (cyberattaques, guerres du gaz, influences de politiciens, etc.), quelle est la portée d'une telle revendication ? Elle consiste à donner un feu vert à des actions agressives, qu'elles soient militaires ou non, de la part du régime de Poutine dans l'ancien « glacis soviétique ». Une autre chose est de s'opposer à l'adhésion de la Suède et de la Finlande, ainsi que d'appeler au démantèlement de *toutes* les alliances militaires existantes (y compris l'Organisation du traité de sécurité collective sous hégémonie russe ou de l'Organisation de coopération de Shanghai). L'Organisation des nations unies doit être rebâtie sur des bases démocratiques et, dans le contexte européen, un rôle nouveau et redéfini doit échoir à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

« Dénoncer l'envoi des armes en Ukraine comme une menace grave pour le maintien de la paix mondiale. Dénoncer de même comme tout aussi dangereux les programmes de réarmement qui ont été annoncés en Europe occidentale (et notamment en Allemagne) depuis le déclenchement de la guerre. »

Mêler dans un même souffle la dénonciation de l'envoi des armes et la lutte contre le réarmement est condamnable. Nous soutenons la livraison d'armes à l'Ukraine, même par des pays membres de l'OTAN, c'est-à-dire le droit que les habitant·e·s de ce pays aient la capacité de résister à l'invasion de leur pays.

Nous condamnons, en revanche, le réarmement et la militarisation. Il faut, quoi qu'il en soit, ajouter à cette revendication celle d'un désarmement nucléaire.

« Soutenir tous les individus et mouvements qui, en Russie comme en Ukraine, luttent contre la guerre en cours et militent pour le retour à la paix. Cela implique notamment les déserteurs russes aussi bien qu'ukrainiens. »

Nous partageons cette revendication, elle figure d'ailleurs [dans nos textes](#). Au regard du contenu du texte, un doute nous saisit toutefois. Les gauches et groupes qui, en Ukraine, estiment qu'il est nécessaire de repousser les envahisseurs, sont-elles dignes de recevoir le soutien de la campagne proposée par les deux auteurs ou sont-ils une entrave au « *retour de la paix* » ? Seule une mise en

équivalence abstraite empêche de saisir la profonde différence qui existe, en termes de position et d'actions, selon que l'on agisse en Ukraine ou en Russie.

En ce qui concerne les déserteurs, nous soutenons inconditionnellement le droit au refus de combattre (c'est-à-dire de tuer d'autres humains). Ce principe, pour être concret, se doit de prendre en compte la réalité. Ainsi, l'absence (pour l'heure) de mobilisation générale en Russie permet souvent d'échapper au service militaire. Il est aussi nécessaire de considérer deux points supplémentaires. Le premier : l'engagement disproportionné de soldats provenant des « républiques fédérées » ou de régions de Russie comme la Sibérie, ce qui traduit la réalité coloniale et nationaliste grand-russe de la Fédération (en République de Bouriatie, des militant·e·s s'organisent précisément autour de cette question !). Le second : les pratiques d'enrôlements forcés dans les républiques séparatistes ou dans les parties de l'Ukraine occupées par l'armée russe, où des exactions de l'armée russe sont régulièrement documentées contre ce qui est réduit à de la chair à canon.

« Exiger le retour à la table de négociations, afin de promouvoir la paix et non la guerre. Faire pression en vue de la conclusion d'un nouveau traité paneuropéen, une nouvelle architecture de sécurité européenne incluant la Russie, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (ou tout autre cadre idoine) et sous l'égide des Nations unies. »

Sur les négociations, nous ne pouvons que renvoyer avec insistance à l'article déjà cité de Michael Karadjis. Cette revendication est absolument vide telle qu'elle est formulée. Elle ne se prononce pas sur le fait que non seulement les puissances impérialistes souhaitent que cette guerre se termine, mais en plus que les secteurs qui appellent à ne pas « humilier Poutine » ainsi qu'à lui ménager une « sortie » se multiplient, ceci sans jamais considérer que c'est aux Ukrainien·nes de se prononcer quant à leur avenir ! De même, il est indispensable de combattre l'idée selon laquelle la Russie serait disposée à négocier et qu'elle en serait empêchée.

Quant à la « *nouvelle architecture de sécurité européenne incluant la Russie* », elle relève d'un vœu pieux.

Les propositions formulées par les deux auteurs doivent, pour la plupart d'entre elles, être rejetées telles qu'elles sont formulées. Il est logique qu'une analyse d'ensemble erronée conduise à des propositions défailtantes.

Les prochains mois vont connaître de profonds bouleversements, sur la question sociale, sur l'approvisionnement alimentaire, sur les questions énergétiques sans oublier la possibilité que la multiplication des lignes de fractures augmente les risques de nouveaux conflits ou leur aggravation. Dans ce contexte, il est urgent de construire une campagne sur d'autres bases. Elle doit combiner trois éléments : la solidarité avec le peuple ukrainien et avec les opposant·e·s russes à la guerre ; la lutte contre le réarmement en Europe (ce qui n'est pas contradictoire avec le soutien aux livraisons d'armes) et des revendications en faveur d'un bouclier social contre les effets de la crise multiforme. Les contours et le contenu d'une telle campagne ne peuvent être discutés ici, ce d'autant plus qu'elle varie en partie selon les contextes nationaux (en Suisse, par exemple, une telle campagne doit prendre en compte le fait que le pays occupe une place centrale dans les processus qui permettent d'alimenter le « trésor de guerre de Poutine »). Il importe toutefois de souligner qu'elle doit accorder une place centrale à des revendications concrètes en matière d'énergie et contre un agribusiness aux effets désastreux (la situation présente favorise à l'échelle mondiale les intérêts des fractions capitalistes les plus réactionnaires, de Trump à Bolsonaro en passant par la clique

royale d'Arabie Saoudite). Elle doit aussi s'opposer aux plans de « reconstruction » de l'Ukraine sur des bases néolibérales telle qu'elle a été discutée début juillet à Lugano. En tous les cas, elle doit être attentive aux besoins et revendications exprimés par les militant·e·s en Ukraine.

Dans l'intervalle, et c'est le plus important, nous appelons les lecteurs et lectrices à une solidarité concrète en soutenant les organisations progressistes ukrainiennes ([une liste comprenant les indications d'usage est disponible sur cette page](#)). Ils et elles peuvent aussi s'informer sur les analyses et revendications d'une partie de la gauche ukrainienne en consultant le site de la revue [Commons](#) (une partie des articles sont traduits en anglais).

21 juillet 2022.

*

Illustration : By rajatonvimma /// VJ Group Random Doctors - HKI 022 No Putin. No war. (Plan B Street Art), CC BY 2.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=115893429>

P.-S.

- Contretemps. 26 juillet 2022 : <https://www.contretemps.eu/guerre-ukraine-russie-poutine-gauche-reponse-bihr-thanassekos/>

Notes

[1] À ce propos, lire KARADJIS, Michael, « [Putin's conquest of southeast Ukraine. Vexed questions of "negotiations", gotcha moments and real imperial interest](#) », New Politics, 24 mai 2022.

[2] ACHCAR, Gilbert, « [L'OTAN, de mal en pis](#) », lanticapitaliste.org, 30 juin 2022. L'original a été publié en anglais sous le titre [NATO From Bad to Worse. It is urgent to rebuild a global peace movement opposed to all military alliances](#), *The Nation*, 23 juin 2022. Voir aussi, ROUSSET, Pierre, « [États-Unis et Eurasie : quelques réflexions géopolitiques à l'heure d'une crise globale](#) », *Europesolidaire*, 13 juillet 2022. Cet article sera publié en espagnol dans la revue *Viento Sur*.

[3] >Pour alimenter la discussion, un article : KOSTELKA, Filip, « John Mearsheimer's lecture on Ukraine : Why he is wrong and what are the consequences » ; et un livre de facture académique : STONER, Kathryn, E., *Russia Resurrected. Its Power and Purpose in a New Global Order*, Oxford : Oxford University Press, 2021.

[4] Signalons une somme récente : SAROTTE, M. E., *Not One Inch. America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*, New Heaven et Londres : Yale University Press, 2021. Dans un texte qui n'accorde aucune place aux Ukrainien·nes, il n'est pas surprenant que les deux auteurs ne prennent pas la peine de discuter les articles - pourtant traduits en français et publiés sur le même site que leur texte - de l'historien ukrainien Taras Bilous, en particulier « [la guerre en Ukraine, la sécurité internationale et la gauche](#) », *Contretemps.eu*, 14 juin 2022.

[5] À propos de la revendication d'annulation de la dette ukrainienne, précisons qu'elle a été

formulée par la gauche ukrainienne et reprise par les gauches d'Europe de l'Est. Outre sa valeur intrinsèque, elle doit permettre une unité d'action de courants de la gauche en désaccords sur d'autres points. L'écarter sans autre forme de procès est, de ce fait, d'autant plus regrettable.

[6] ROWLEY, Thomas ; GUZ, Serhiy, « [Ukraine uses Russian invasion to pass laws wrecking workers' rights](#) », *OpenDemocracy*, 20 juillet 2022.

[7] BRUSA, Francesco ; MAESTRI, Piero ; MICHIELIN, Elisabetta, entretien avec PIHUL, Viktoriia, « [Ucraina, la lotta femminista non si ferma con la guerra](#) », 19 juillet 2022.

[8] « <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070722/le-droit-de-resister-manifeste-feministe> » > « Le droit de résister : manifeste féministe », 7 juillet 2022. Outre cette prise de position de militantes féministes, nous pourrions aussi évoquer ce que représenterait une victoire russe - soit d'un régime qui accorde à la lutte contre la prétendue décadence de l'Occident et contre l'homosexualité une dimension d'affrontement civilisationnel - pour les communautés LGBT (lesquelles viennent d'ailleurs de soumettre une pétition pour la reconnaissance du mariage de personnes de même sexe).